

**La signification des résultats des élections
de mi-mandat aux États-Unis**

Les Américains demeurent en colère et mécontents mais engagent différentes initiatives

– Voice of Revolution –



- **Vengeance et politique de la corde raide à l'ordre du jour du Congrès, pas la gouvernance**
 - **Escalade des dangereuses luttes et rivalités entre factions présage une guerre civile**
– Kathleen Chandler –
- **De nouveaux candidats se manifestent pour défier Trump**
 - **Les élections au poste de gouverneur**

La signification des résultats des élections de mi-mandat aux États-Unis

Les Américains demeurent en colère et mécontents mais engagent différentes initiatives

– *Voice of Revolution* –



Manifestation antiguerre à Minneapolis, au Minnesota, le 15 octobre 2022

Une des grandes caractéristiques du résultat des élections de mi-mandat aux États-Unis est que partout les Américains restent en colère et insatisfaits de la direction du pays. Les élections n'ont rien fait pour apporter de l'espoir, des solutions unificatrices ou un sentiment de changement favorable au peuple.

La nature antidémocratique des élections de mi-mandat était également évidente dans le faible taux de participation, soit 47 %, soit moins de la moitié de la population malgré les déclarations à propos d'une participation « élevée ». Les élus ont généralement obtenu entre 25 et 30 % des suffrages exprimés. C'est particulièrement évident là où le décompte des voix a été très serré, et cela s'est produit à plusieurs endroits, avec parfois une différence de pourcentage de seulement un à trois.

CNN EXIT POLL	
UNITED STATES	HOUSE
FEELINGS ABOUT THE WAY THINGS ARE GOING IN U.S.	
ENTHUSIASTIC	5%
SATISFIED	20%
DISSATISFIED	39%
ANGRY	34%

CNN EXIT POLL

Un sondage réalisé par CNN à la sortie des urnes, par exemple, montre que 73 % des électeurs étaient « mécontents de la façon dont les choses se passent » dans leur pays et que 34 % étaient en colère. Ce niveau de colère et d'insatisfaction est aussi probablement représentatif des 53 % de la population en âge de voter qui n'ont pas voté. Le sondage de sortie des urnes confirme d'autres sondages qui font état d'une grande majorité d'insatisfaits de la direction prise par le pays. Les Américains ont besoin d'une nouvelle direction prosociale, pas de la direction proguerre anti-peuple qu'on leur impose, et ils la réclament.



Grève des travailleurs de Starbucks à Kansas City (en haut) et à New York, deux des 111 grèves lors de la « Journée de la tasse rouge », le 17 novembre 2022

Les nombreuses grèves et luttes menées ces dernières années indiquent également la revendication d'une nouvelle direction. Cela inclut la grève des travailleurs de 111 magasins Starbucks la « Journée de la tasse rouge », le jour le plus achalandé pour Starbucks. Comme les travailleurs de la santé, les enseignants et bien d'autres, ils font grève pour obtenir une amélioration des salaires et une augmentation du personnel et exigent que Starbucks négocie avec leur syndicat, Starbucks Workers United. Les travailleurs du rail sont également sur le point de faire la grève (le 6 décembre), car quatre des principaux syndicats ont rejeté les propositions contractuelles qui ne répondent pas à leurs revendications concernant des conditions de travail sécuritaires, notamment en matière d'horaires et de jours de maladie payés.



Plus de 60 manifestations contre la guerre ont eu lieu dans des villes de tout le pays en octobre, notamment pour exiger que le gouvernement cesse de financer la guerre et qu'il finance les programmes qui subviennent aux besoins de la population. Les infirmières se sont également mobilisées et ont fait grève pour obtenir des conditions de travail sécuritaires, une augmentation du personnel et une norme fédérale qui réponde aux besoins des infirmières, du personnel, des patients et de leurs communautés.

Une autre indication de la direction réclamée par le peuple est donnée par les réponses aux questions inscrites sur le bulletin de vote dans les États. Pour arriver à faire inscrire des questions sur les bulletins de vote, il faut beaucoup d'organisation et de persévérance. Pour les pétitions, les exigences sont rigoureuses et varient d'un État à l'autre. La nature antidémocratique du système actuel fait que seuls 26 États autorisent des questions sur le bulletin de vote. Dans plusieurs États, les assemblées législatives ont agi de manière à ne pas permettre les questions sur le bulletin de vote. Sinon elles s'arrangent pour que les réponses aux questions ne soient pas contraignantes, et seuls dix-huit États permettent de modifier la constitution de l'État par le biais de questions ou de référendums.

Entre 1996 et 2022, 28 initiatives en faveur de l'augmentation du salaire minimum ont été inscrites sur les bulletins de vote des États, dont 26 ont été adoptées. Cette année, dans l'Illinois, les gens ont voté pour modifier la constitution de l'État afin de garantir le droit à la syndicalisation et à la négociation collective, un rejet clair des pressions antisyndicales comme chez Amazon et d'autres monopoles. Au Nebraska, les électeurs ont voté pour l'augmentation du salaire minimum de 9 à 15 dollars de l'heure d'ici 2026 en plus d'une augmentation annuelle en fonction du taux d'inflation. Beaucoup de travailleurs se sont battus pour cette augmentation, y compris environ 20 % des travailleurs de l'État.

Les Névadains ont voté pour étendre une augmentation du salaire minimum de 10,50 à 12 dollars de l'heure à presque tous les travailleurs. Le système actuel de salaire minimum à plusieurs niveaux, qui pénalise les travailleurs des entreprises offrant une assurance maladie, sera également supprimé. Les électeurs du district de Washington ont voté à une écrasante majorité en faveur d'une hausse de 300 % du salaire minimum pour les travailleurs à pourboire, qui passera de 5,35 dollars à 16,10 dollars de l'heure d'ici 2027, ce qui les mettra sur un pied d'égalité avec les autres travailleurs. À Tukwila, dans la banlieue de Seattle, 82 % des électeurs ont voté en faveur d'une augmentation du salaire minimum à 19 dollars de l'heure d'ici l'année prochaine, l'un des plus élevés du pays.

Le salaire minimum fédéral reste à un niveau inférieur au seuil de pauvreté, soit 7,25 dollars. Le revenu annuel d'une famille de quatre personnes se situe actuellement au niveau de la pauvreté, soit 27 750 dollars. Compte tenu de l'augmentation des loyers et des services publics, on estime qu'il faut 25 dollars de l'heure à une famille de quatre personnes pour payer un modeste appartement d'une ou deux chambres. C'est le salaire minimum que réclament les travailleurs dans tout le pays.

La colère provoquée par l'attaque brutale de la Cour suprême contre les femmes, avec son récent arrêt contre les droits des femmes en matière de soins de santé et d'avortement, a poussé des personnes de plusieurs États à s'organiser pour faire inscrire la question au bulletin de vote. Ces efforts font suite à la défaite d'un amendement anti-avortement au Kansas en août.

Les sondages à la sortie des urnes indiquent qu'environ 60 % des électeurs de mi-mandat sont favorables à la loi sur l'avortement. Au Kentucky, où les lois sont parmi les plus restrictives, un amendement anti-avortement a été rejeté. Cette victoire ouvre la voie au rétablissement de l'accès à l'avortement dans cet État. Au Michigan, les électeurs ont approuvé une initiative populaire qui inscrira le droit à l'avortement dans la constitution de l'État, empêchant ainsi l'interdiction de l'avortement de 1931 de prendre effet. La Californie et le Vermont ont également approuvé des amendements à leur constitution d'État qui protégeront le droit à l'avortement.



Pour d'autres États, comme la Pennsylvanie, le Wisconsin et l'Arizona, les gouverneurs élus sont susceptibles d'opposer leur veto à une éventuelle loi anti-avortement. L'Arizona, par exemple, tente de ramener une loi de 1901 interdisant les avortements. Les gouverneurs peuvent opposer leur veto à une loi, et pour renverser un veto il faut un vote à la majorité des deux tiers à l'assemblée législative.

Dans tout le pays, les femmes ont mené le combat pour la reconnaissance du droit aux soins de santé pour toutes et tous, y compris le droit spécifique des femmes de recevoir tout ce dont elles ont besoin pour élever et nourrir la prochaine génération. Les femmes, leurs filles et leurs petites-filles, étant donné leur expérience d'être considérées comme des choses à éliminer, voire à tuer, en fonction des actions du gouvernement, rejettent la démocratie des riches et cherchent et travaillent à construire des alternatives.



Manifestation antiguerre à Washington, DC, durant le jour d'action pour la justice climatique, le 12 novembre 2022

Voice of Revolution est publié par l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis.



Vengeance et politique de la corde raide à l'ordre du jour du Congrès, pas la gouvernance

La composition du Sénat des États-Unis qui compte 100 membres, reste la même, moitié démocrate, moitié républicain, bien qu'il pourrait y avoir un démocrate de plus suite au deuxième tour en Géorgie le 6 décembre. La Géorgie est l'un des rares États où le candidat doit obtenir 50 % des votes plus un. Aucun candidat ne l'a obtenu au premier tour et le second tour opposera les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de votes, soit la sénatrice sortante Raphael Warnock et son adversaire Herschel Walker.

Les résultats définitifs à la Chambre des représentants ne sont pas encore disponibles mais jusqu'à présent le décompte est de 219 pour les républicains et 212 pour les démocrates. Il importe de souligner qu'aucune des deux forces n'agit comme devrait le faire un parti politique, ils agissent plutôt comme des participants à un système cartellisé rongé par les factions, caractérisé par des changements d'alliances, la vengeance et la politique de la corde raide. Il n'y a plus la moindre prétention de gouverner pour le bien public. Puisque 218 représentants sont requis pour avoir une majorité sur un total de 435, il est évident qu'une poignée de représentants des factions Biden ou Trump, en se regroupant ou séparément, pourront bloquer des projets de lois, entreprendre ou empêcher des enquêtes, des nominations en commission, etc. Il en ressortira que le Congrès sera encore plus dysfonctionnel et la vengeance y règnera plus que jamais.

Déjà, des nouveaux responsables de comités partisans de Donald Trump ont dit clairement que la priorité ne sera pas de trouver des solutions à l'inflation, l'appauvrissement, l'inégalité croissante, le droit aux soins de santé et au logement, à la destruction de l'environnement et aux vagues de chaleur, aux inondations et aux incendies qui les accompagnent. La priorité sera plutôt d'avoir la peau de Hunter Biden et par lui celle du président Joe Biden.

En outre, Kevin McCarthy, élu pour mener les troupes républicaines, a annoncé qu'il ne permettrait pas que la représentante du Minnesota, Ilhan Omar, fasse partie de la commission des Affaires étrangères en raison de son appui à la Palestine. Les Californiens Adam Schiff et Eric Swalwell sont aussi exclus des comités. Ce n'est pas certain si Kevin McCarthy obtiendra le nombre de votes nécessaires pour les exclure.

Pour qu'il soit élu à titre de président de la Chambre, le poste le plus élevé, Kevin McCarthy doit obtenir une majorité de 218 votes. Mais lors des élections pour diriger les républicains, 31 personnes ont voté contre lui. En toute vraisemblance, dans la course à la présidence de la Chambre, ainsi que pour l'adoption de projets de loi, il ne sera pas facile d'aller chercher les appuis nécessaires, ce qui accroîtra la corruption et les ententes de coulisses.

La situation dans son ensemble, avec la vengeance et la politique de la corde raide au premier plan, ne fait qu'irriter encore plus le peuple américain et met plus que jamais en lumière que l'ordre constitutionnel actuel ne fonctionne plus. Une nouvelle direction et une nouvelle constitution sont nécessaires, et cette nécessité en habite plusieurs alors qu'ils s'organisent pour défendre leurs droits.

(Voice of Revolution)



Escalade des dangereuses luttes et rivalités entre factions présage une guerre civile

– Kathleen Chandler –

Les élections de mi-mandat n'ont rien fait pour résoudre les conflits qui s'intensifient entre les factions dirigeantes qui se disputent le pouvoir de la présidence. Résoudre les conflits sans aller jusqu'à la guerre civile est l'un des principaux objectifs des élections à l'origine. Mais avec le dysfonctionnement des institutions existantes, elles ne le font plus, tout comme elles ne maintiennent plus les illusions de la démocratie aux yeux du peuple. Il s'agit d'une crise grave pour les riches, qu'ils ne peuvent résoudre, ce qui les rend de plus en plus désespérés.

La politique de la corde raide et l'éclatement des factions indiquent que le potentiel de guerre civile ouverte et violente augmente. Déjà, en vue des élections présidentielles de 2024, des efforts sont faits pour impliquer les travailleurs dans le débat sur le choix des candidats parmi les dirigeants, ce qui détourne les efforts du peuple pour créer une démocratie qui sert ses intérêts.

Donald Trump a officiellement annoncé sa candidature à la présidence le 15 novembre, une semaine après l'élection du 8 novembre et alors que le résultat final était encore indéterminé. Il a donné la raison habituelle de sa candidature, « rendre l'Amérique grande et glorieuse à nouveau ». Il maintient une base organisée, notamment parmi les chrétiens fondamentalistes et ceux comme les néonazis racistes Oath Keepers et Proud Boys, qui sont utilisés pour fomenter des divisions et cibler la résistance du peuple, comme les vastes manifestations contre les homicides racistes de la police.

Le département de la Justice des États-Unis a ensuite poursuivi la politique de la corde raide caractéristique de la présidence Biden le 18 novembre en nommant un avocat spécial responsable de superviser les enquêtes sur Donald Trump concernant sa tentative de coup d'État du 6 janvier 2021 et son retrait de documents gouvernementaux sensibles de la Maison Blanche. Les deux enquêtes criminelles seront désormais combinées. Le procureur général Merrick B. Garland a déclaré qu'il avait procédé à cette nomination après avoir longtemps affirmé qu'elle n'était pas nécessaire, parce que Donald Trump avait déclaré sa candidature et que Joe Biden pourrait se présenter, et qu'il ne voulait aucune apparence de partisanerie. Merrick Garland avait précédemment déclaré que le fait de ne pas nommer de conseiller spécial montrerait au public que le département de la Justice agit au-dessus de la partisanerie. Maintenant, il dit qu'il ne peut pas le faire, car il semblerait qu'il agisse pour cibler un rival politique de Joe Biden, ce qu'il fait bien sûr depuis le début.

Le discours sur la partisanerie ignore également que le département de la Justice est reconnu pour sa partisanerie envers les intérêts privés des oligarques, ce qui lui a valu le nom de département de l'Injustice. Et bien qu'il ait nommé un conseiller spécial, Merrick Garland a toujours le dernier mot.

Un autre débat dans lequel le peuple va être entraîné est de savoir si l'enquête en cours va nuire ou aider les forces de Donald Trump. Ce qui est certain, c'est qu'elle sera utilisée, parallèlement à la réponse de Donald Trump, dans le cadre de la stratégie de la corde raide et pour détourner les justes revendications du peuple pour une direction antiguerre et prosociale pour le pays.



De nouveaux candidats se manifestent pour défier Trump

La lutte pour la présidence montre que les factions se divisent et qu'elles ne sont pas immuables, mais qu'elles évoluent au fur et à mesure que différentes forces entrent en collusion et en rivalité. Alors que les primaires ne commencent pas avant février 2024, d'autres candidats, même s'ils ne se sont pas officiellement annoncés, se manifestent déjà. Les anciens partisans de Donald Trump, Ron DeSantis, gouverneur de Floride, Greg Abbott, gouverneur du Texas, et Mike Pompeo, ancien secrétaire d'État de Trump, devraient tous annoncer leur candidature et sont considérés comme des candidats de premier plan. Le *New York Post*, qui a longtemps été l'un des principaux soutiens de Donald Trump, a publié après l'élection un titre faisant référence à Ron DeSantis comme « Ron DeFuture » (Ron de l'avenir).

Lors de la convention des gouverneurs républicains et d'autres événements semblables avec des donateurs importants, Ron DeSantis a été une force principale. L'ancien gouverneur du New Jersey, Chris Christie, un autre candidat, a déclaré à propos de Donald Trump : « À mon avis, il est maintenant un perdant. C'est un perdant du point de vue électoral. » La référence n'est pas seulement à 2020, mais au fait que beaucoup des candidats aux élections de mi-mandat appuyés par Donald Trump pour le Sénat, aux postes de gouverneur et de secrétaire d'État ont perdu. Parmi les autres candidats à la présidence figurent l'ancien vice-président, Mike Pence, l'ambassadrice auprès de l'ONU sous Donald Trump, Nikki Haley, et le gouverneur du New Hampshire, Chris Sununu.

Le milliardaire des fonds spéculatifs Kenneth C. Griffin soutient déjà ouvertement Ron DeSantis. Bien qu'ils ne soutiennent pas de candidats spécifiques, d'autres grands intérêts privés qui ont appuyé Donald Trump ne le font plus. Stephen A. Schwarzman, PDG de Blackstone Group, une force financière majeure parmi les dirigeants américains, a déclaré qu'il soutiendrait quelqu'un d'une « nouvelle génération » de républicains. Le PDG de l'aérospatiale, Phillip Friedman, s'est décrit comme un « grand partisan de Trump », mais a également déclaré qu'il était ouvert à l'idée d'écouter d'autres personnes pour aller de l'avant. « Il y a deux ou trois autres personnes qui ont les mêmes politiques que lui, mais qui n'ont pas le même bagage », a déclaré Phillip Friedman à propos de Donald Trump. Miriam Adelson, épouse du magnat milliardaire des casinos Sheldon Adelson, décédé l'année dernière, reste une force pour ce qui est de recueillir des fonds, ayant recueilli plus de 20 millions de dollars pour les candidats républicains lors des élections de mi-mandat. Jusqu'à présent, elle « reste neutre ». Ronald Lauder, héritier de la fortune des cosmétiques Estee Lauder, a appuyé les précédentes campagnes de Donald Trump mais ne prévoit pas le soutenir en 2024. Robert et Rebekah Mercer, les principaux donateurs de la campagne de Donald Trump en 2016, ont également déclaré qu'ils ne donneront pas d'argent à l'ancien président. Robert Mercer est l'ancien co-PDG du fonds spéculatif Renaissance Technologies.

Donald Trump dispose d'un « trésor de guerre » de 100 millions de dollars pour sa campagne, mais il a encore besoin du soutien des principaux oligopoles. Le fait de disposer d'un « trésor de guerre » est révélateur de la réalité des factions en guerre. Les divisions en leur sein découlent d'intérêts économiques et politiques divergents et de la course à la présidence et à son pouvoir, ce qui augmentent le potentiel de guerre civile violente ouverte. Les mécanismes habituels pour l'empêcher, comme les élections, n'ont fait qu'accroître les divisions.

Bien que les efforts habituels aient été déployés pour que les questions de guerre et de paix ne soient pas abordées pendant les élections, il ne fait aucun doute que l'effort continu des États-Unis pour écraser la Russie en utilisant la guerre en Ukraine, et leur rivalité avec la Chine sont des préoccupations majeures pour les dirigeants américains, qui cherchent tous à assurer l'hégémonie mondiale des États-Unis. Il est inhabituel, par exemple, d'avoir des candidats, comme Mike Pompeo et Nikki Haley, qui viennent des rangs de l'administration. Les candidats à la présidence

sont généralement des sénateurs ou des gouverneurs. Bien que Nikki Haley ait été précédemment gouverneure de la Caroline du Sud, elle utilisera probablement ses références d'ambassadrice auprès des Nations unies pour démontrer qu'elle a de l'expérience dans les affaires étrangères. Mike Pompeo exige également une plus grande rivalité avec la Chine et, à l'instar de Joe Biden, il s'est rendu à Taïwan en mars et en septembre. Tout en appelant à une « relation plus profonde et beaucoup plus chaleureuse avec Taïwan », ses actions sont jusqu'à présent similaires à celles des forces de Joe Biden, avec la visite provocatrice de la présidente de la Chambre des Représentants à l'époque, Nancy Pelosi.



Les gouverneurs des grands États ont aussi couramment des relations commerciales directes et autres avec d'autres pays, comme celles de New York avec Israël, par exemple. Dans le cadre de la démonstration de sa position sur les questions étrangères, Ron DeSantis, le 22 septembre, en faisant appel aux pouvoirs de police issus d'un ordre exécutif, a spécifiquement ciblé le Parti communiste de Chine et les entreprises chinoises. La mesure interdit aux « entités gouvernementales de Floride de se procurer des produits et services technologiques auprès d'entreprises détenues, contrôlées ou domiciliées dans des pays étrangers qui sont préoccupants ». Elle leur interdit également d'acheter des terres agricoles et des terrains entourant des bases militaires. Si l'accent est mis sur la Chine, les pays préoccupants comprennent

également Cuba, la Russie, l'Iran, la République populaire démocratique de Corée, la Syrie et le Venezuela.

Ron DeSantis est également connu pour ses liens avec la mafia cubaine réactionnaire de Miami ainsi qu'avec des réactionnaires du Nicaragua et du Venezuela, partisans des efforts américains de changement de régime. La Floride a des liens commerciaux forts avec l'Amérique latine, sa candidature représente donc en partie l'effort pour essayer de maintenir le contrôle sur l'Amérique latine et les Caraïbes, quelque chose que les États-Unis ont longtemps cherché à obtenir mais qu'ils ne parviennent généralement pas à obtenir.

Il est également vrai que plusieurs personnes envisagent de se présenter à la place de Joe Biden, si lui, ou les personnes influentes dans son camp, décident qu'il ne se présente pas. Il s'agit notamment de la vice-présidente Kamala Harris, des gouverneurs Gretchen Whitmer du Michigan et Gavin Newsom de Californie. Ceux qui ont fait campagne contre Joe Biden en 2020, notamment les sénateurs Bernie Sanders et Elizabeth Warren et Pete Buttigieg, actuel secrétaire aux transports et ancien maire de Gary, dans l'Indiana, envisagent également de se présenter. Ils méritent d'être mentionnés pour indiquer que les luttes de factions persistent et que la difficulté pour les gouvernants de trouver un champion unique pour faire face aux conflits et aux crises croissantes s'accroît.

(Voice of Revolution)



Les élections au poste de gouverneur

Les élections au poste de gouverneur sont importantes en raison des luttes de faction touchant à la présidence et des regroupements de forces en appui soit à Trump, soit à Biden. Les gouverneurs ont aussi le contrôle des forces armées, telles que la Garde nationale et la police d'État. Ils jouent donc un rôle important dans les enjeux de guerre civile.

Parmi les élections les plus notables au poste de gouverneur, il y a celles de Gretchen Whitmer au Michigan et Tim Walz au Minnesota. Les démocrates ont conservé leur contrôle des assemblées législatives dans les deux États. Les deux sont d'importantes régions industrielles, où se trouvent entre autres les sièges sociaux de General Motors et Ford au Michigan, et Hormel, un des principaux transformateurs de viande, Cargill, General Mills, 3M, et Target au Minnesota. Dans les deux endroits, les travailleurs industriels ont une longue tradition de lutte et, avec l'Illinois et l'Ohio, ces États exercent une grande influence sur la lutte à la présidence.

La Floride et le Texas, d'autre part, ont été remportés par les républicains Ron DeSantis et Greg Abbott respectivement. DeSantis est perçu comme le principal aspirant à la présidence tandis que pour Abbott, cela demeure une possibilité.

Le camp Biden a aussi remporté la course pour les postes de gouverneurs et de sénateurs en Pennsylvanie, un des endroits où le camp Trump a mené une dure bataille. Il en va de même pour l'Arizona. Les élections en Arizona sont un autre exemple de comment les dirigeants ne se gênent pas pour discréditer leur propre processus électoral. L'« étoile montante » du camp Trump, Kari Lake, a perdu, mais a refusé de s'incliner et dit que les élections étaient de la foutaise. La démocrate Katie Hobbs a gagné. Lake, un peu comme l'avait fait Trump, s'oppose aux fonctionnaires électoraux du comté, y compris les fonctionnaires républicains, dans ses efforts pour discréditer le vote.

Un des problèmes qu'il y a à discréditer les élections est que chaque électeur reçoit un seul bulletin avec le nom des candidats participant à toutes les courses, au niveau fédéral, de l'État et local. Lorsqu'un d'eux, un gouverneur par exemple, est discrédité, ils sont tous discrédités. Les raisons données sont incohérentes et ne font que contribuer à l'incohérence générale et à l'irrationalité des mesures des dirigeants sur les questions touchant à la démocratie, à la guerre et aux besoins sociaux et de justice pour le peuple. Ce qui en ressort de tout cela est que le fait de discréditer, d'une part, et de prétendre que la seule solution est de « préserver » la démocratie existante, de l'autre, ne prend pas en compte la colère et l'insatisfaction du peuple qui n'accepte plus la fraude et le dysfonctionnement de la démocratie à l'américaine.

(Voice of Revolution)

